

ABRAHAM SERFATY ET GILLES PERRAULT :

« LE MAROC DOIT REPRENDRE LE FLAMBEAU »

Ils ne s'étaient jamais rencontrés. Abraham Serfaty, libéré le 13 septembre après dix-sept ans de détention dans les geôles de Hassan II et Gilles Perrault, l'auteur de *Notre Ami le roi*. Dialogue.

GILLES PERRAULT (ému) : Voilà. On se bat pour quelque chose qu'on ne connaît pas, pour un symbole. Et on voit débarquer un type chaleureux, généreux, tendre !

POLITIS : Vous ne vous connaissiez pas du tout ?

GILLES PERRAULT : Directement, non. J'ai d'abord correspondu avec des prisonniers de Kénitra et ce sont eux qui m'ont régulièrement donné des nouvelles d'Abraham. Ensuite, j'ai rencontré Christine (1), à leur demande. Là, Abraham et moi nous nous sommes parlé via Christine, si je puis dire.

Abraham Serfaty était détenu à Kénitra quand *Notre Ami le roi* est paru en France, en septembre 1990. En a-t-il eu des échos ?

G. P. : Mieux que cela. Le premier exemplaire qui soit entré au Maroc a été pour lui. J'ai réussi à le lui faire passer. Et il a pu le lire avant tout le monde !

ABRAHAM SERFATY : Oui. Je sais que le livre a été mis en vente en France le 12 septembre 1990. Moi, je l'ai eu entre les mains dès le 5. Et, sept jours plus tard, à la date précise où il paraissait chez les libraires de France, je le faisais ressortir de la prison. Photocopié, multiplié, il a commencé à circuler à travers le Maroc.

Il s'est donc répandu. Et son impact a été considérable. Il n'y a pas un citoyen marocain qui n'ait lu ce livre ou entendu parler de son existence et de son contenu. Bien sûr, les Marocains n'ont rien découvert ; ils savaient déjà tout ce que Gilles racontait puisqu'ils l'avaient vécu dans leur chair. Mais l'important, la dimension historique de cet événement éditorial c'était que, soudain, leurs souffrances et la vraie nature du régime marocain étaient révélées au monde entier. Et avec l'aide d'un attaché de presse très spécial qui a fait beaucoup de publicité au livre ! Vous voyez de qui je veux parler...

G. P. : Le livre a fait l'effet d'une allumette qu'on gratte dans une pièce remplie de gaz. Mais, au Maroc, je n'ai été que l'ouvrier de la onzième heure.

A. S. : Oui, mais d'une heure décisive. Car, depuis deux-trois ans, se précisaient progressivement une montée et une convergence des forces politiques marocaines, réformistes et révolutionnaires, qui s'étaient déchirées et dispersées dans les années quatre-vingt sous le double effet de leur propres sectarismes et de la répression. Le livre a contribué à précipiter (au sens chimique du terme) et à cristalliser les choses, à donner plus de courage aux gens au moment où les luttes s'intensifiaient pour connaître un sommet avec la grève du 14 décembre 1990. D'autres moments marquants ont découlé de cette dynamique : la grande manifestation du 3 février 1991 à Rabat et la rébellion de 2 500 soldats sur le



Gilles Perrault et Abraham Serfaty.

front du Sahara. Ce sont les révélations sur Tazmamart qui ont secoué et fait bouger l'armée. Or, le livre de Gilles les confirmait.

Il a fallu treize ans pour obtenir la destruction de Tazmamart. Il a fallu encore plus longtemps pour en arriver à ce climat de « fin de règne » que vit actuellement le Maroc. Il faudra sans doute encore avancer dans les années quatre-vingt-dix pour « aller au bout », pour remplacer ce régime.

Cette destruction de Tazmamart, c'est décisif ?

G. P. : Christine et d'autres se battaient sur Tazmamart depuis 1978. Moi, quand j'ai pris contact avec elle, c'était pour parler de Kénitra. Ça se passait il y a trois ans. Elle m'a dit : « Il y a encore pire que Kénitra. Il y a Tazmamart. » Et elle m'a raconté : les prisonniers qui ne sortent jamais, les cellules plongées dans l'obscurité permanente, les serpents, les scorpions, les maladies, la folie, la mort... J'étais accablé. C'était trop fort, trop affreux. C'était l'excès de l'horreur.

A. S. : Il y avait donc ces soldats et ces officiers qui avaient été mêlés, volontairement ou non, aux deux tentatives de coup d'Etat de 1971 et de 1972. A l'époque, j'étais professeur à Rabat. J'avais dit au frère d'un de ces soldats à qui je faisais passer un oral d'examen : « Ces garçons, ce sont les fedayins de notre pays. » Ils avaient été jugés, puis ils avaient disparu. Où étaient-ils ? Jusqu'en 1979 on n'a pas réussi à savoir grand-chose. Après, on en a su un peu plus : ils étaient à Tazmamart. Mais ce n'est qu'en 1988 que la sinistre réalité de Tazmamart a vraiment été portée à la connaissance des Marocains.

En janvier 1988, il y a eu les manifestations étudiantes de Fès. Deux martyrs sont tombés : une fille, Zoubéida, et un garçon, Adil, tués à balles réelles. D'autres ont été condamnés à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à dix ans ; ils sont encore enfermés. Après Fès, un homme de

BARKA. »

l'opposition officielle, Mohamed Ben Saïd, dirigeant de l'Action démocratique et populaire, il faut lui rendre cet hommage, a osé parler publiquement de Tazmamart.

G. P. : Il a posé une question très directe au ministre de l'Intérieur dans l'enceinte du Parlement. Il a prononcé le mot tabou : *Tazmamart*. C'était un bel acte de courage.

A. S. : Oui, un premier. Le second est venu d'un groupe d'anciens prisonniers politiques. Ils ont fondé un journal, *Al Mouatin (le Citoyen)*, et dès le premier numéro, en juin 1991, ils ont publié un dossier sur Tazmamart. Ce numéro a été saisi dans les kiosques, le suivant à l'imprimerie et l'interdiction définitive du journal a été prononcée en août.

S'ajoutant aux campagnes internationales, ces actes de courage ont permis la victoire : Tazmamart a été rasé. Christine n'aime pas qu'on parle d'elle. Mais il faut bien que je dise la vérité : pendant treize ans elle a été l'âme de ce combat.

G. P. : Je peux témoigner qu'elle a véritablement été habitée par cette cause, qu'elle a pris tous les risques.

En France, on croit volontiers qu'Hassan II est encore roi du Maroc pour longtemps. Mais Abraham Serfaty parle de « fin de règne »...

G. P. : Les tours de passe-passe d'Hassan II ne fonctionnent plus. Je sais bien sur quoi il joue auprès des opinions occidentales : il serait le dernier rempart contre l'intégrisme islamique ; lui déboulonné, le Maroc glisserait vers un processus « à l'iranienne ». Mais tous les témoignages que j'ai pu avoir de la part de militants ou d'hommes politiques marocains l'infirmement.

A. S. : Il y a plusieurs courants chez les islamistes du Maroc. Il y a le courant d'Abdesslam Yassine, qui est très proche de l'Iran et du FIS algérien. Il y a les milices fascistes de ce monsieur qui s'appelle Ahmed Benkerane et qui se comporte comme un vrai flic : il essaie de semer la terreur dans les universités. Mais il y a aussi des islamistes qui ne suivent pas du tout ces gens-là.

Il y a surtout des organisations politiques, réformistes ou révolutionnaires, pour qui les querelles d'après l'indépendance sont maintenant dépassées, qui ont en commun l'esprit de tolérance et le goût de la liberté, et qui pourraient constituer une alternative pour une percée démocratique : tout ce qui se passe depuis 1988 l'indique. Et ce serait là le meilleur barrage qui pourrait être dressé contre l'intégrisme. L'organisation à laquelle j'appartiens, Ilal Amam (En avant), a mis au point un programme qui va tout à fait dans ce sens et qui, j'en suis convaincu, pourrait être accepté par mes amis de la gauche et par une partie de la droite. C'est un programme qui s'inscrit dans la voie qu'avait prophétisée Medhi Ben Barka au début des années soixante ; et qui pourrait être applicable immédiatement.

Mon organisation a d'abord fait du gauchisme infantile mais elle l'a payé cher. Elle en a tiré les leçons et a rompu avec

l'Union soviétique. Nous avons mûri : l'expérience des prisons nous a fait intérioriser définitivement le concept de droits de l'homme. Hommage en soit rendu à Amnesty International. Et notre crédibilité vient de là : contre vents et marée, dans les prisons et les centres de torture, nous avons maintenu un pôle de résistance contre la tyrannie.

Dans le noir total des années soixante, un homme a cherché : Medhi Ben Barka. C'est pour cela qu'il a été assassiné. C'est sa flamme que nous devons tous reprendre et porter.

G. P. : Ben Barka n'était pas un homme facile. Il y a eu des crises entre ses camarades et lui. Mais il demeure dans le cœur de tous, même dans celui de ceux qui ont été en conflit avec lui. Hassan II n'a pas pu effacer le souvenir de Ben Barka. Il reste la grande figure rassembleuse du Maroc dans les milieux les plus divers, de la bourgeoisie aux classes populaires. A travers son souvenir passe l'espérance.

C'est quoi l'espérance, à terme, pour les Marocains ?

A. S. : C'est cette percée démocratique, ce rassemblement des forces démocratiques qui ne serait qu'une étape vers une république des conseils populaires.

On voit bien que la démocratie parlementaire occidentale n'est pas adaptée aux réalités du tiers-monde : le cas de l'Inde, de ce point de vue, est des plus probants. Il n'y a pas, dans l'histoire du tiers-monde, les siècles de société civile qui permettent à l'Occident de faire fonctionner, tant bien que mal, son modèle parlementaire. Il nous faudra inventer. Car, si je préconise une démocratie directe « un peu comme en Suisse », ça ne veut pas dire que je veuille reproduire le système des banques suisses mais plutôt que je me réfère au fonctionnement des cantons ou à celui des autonomies en Espagne. Il n'y aura pas de vraie démocratie dans un pays comme le Maroc s'il n'y a pas reconnaissance de toutes les spécificités régionales, pas seulement de la spécificité berbère.

G. P. : Chacun sait bien en effet que la démocratie parlementaire façon Hassan II n'est qu'une triste farce et que le système du parti unique n'est pas plus réjouissant. Donc, si les pays du tiers-monde se sont fourvoyés en voulant décalquer la Chambre des communes de Londres ou les soviets de Moscou, il ne leur reste d'évidence d'autre choix que d'inventer des solutions originales.

Le salut n'est ni dans la politique de la forteresse assiégée ni dans le choix de l'autarcie, il est dans un nouveau système d'échanges. Il faut que la Méditerranée cesse d'être un fossé et devienne une voie de communication.

C'est pour bientôt ?

G. P. : Ce sera très difficile à réaliser tant qu'il y aura un Hassan II au pouvoir. La libération d'Abraham, c'est une victoire. La destruction de Tazmamart aussi. Ce sont des victoires, pas la victoire. Tant que ce régime sera en place, rien ne sera définitivement gagné et l'avenir restera incertain : il y aura d'autres Serfaty, d'autres Tazmamart.

Propos recueillis par JEAN-PAUL LIEGEOIS

1. Christine Daure-Jouvin. Au Maroc, elle a longtemps caché Abraham Serfaty, quand il était contraint à la clandestinité, avant son arrestation en 1974.